

Overwegende het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap, geratificeerd door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap op 11 mei 2009, artikel 27;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de Duitse tekst van het besluit van de Regering van 26 april 1994 tot bevordering van de tewerkstelling van mindervaliden op de vrije arbeidsmarkt wordt het woord "Erlaß" telkens vervangen door het woord "Erlass".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 1° worden de woorden "sowie für die besondere soziale Fürsorge" opgeheven;

2° de bepaling onder 2° wordt opgeheven;

3° in de bepaling onder 4° worden de woorden "sowie für die besondere soziale Fürsorge" en de woorden "alsmede voor de bijzondere sociale bijstandsverlening" opgeheven.

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De aanvraag om tegemoetkoming wordt uiterlijk twee weken vóór de inwerkingtreding van de tewerkstelling in een bedrijf bij de Dienst ingediend.

De bewijsstukken voor de door de werkgever gedragen kosten worden uiterlijk zes weken na het einde van het kwartaal, respectievelijk tot eind januari voor het vierde kwartaal van het vorige jaar waarin de betrokkenen de arbeidsprestaties geleverd heeft, bij de Dienst ingediend. De tegemoetkoming wordt uitbetaald op het einde van de maand waarin de bewijsstukken werden ingediend.

Indien tegen dan geen bewijsstukken zijn ingediend, vervalt de toezegging van de subsidie. »

Art. 4. In de Duitse tekst van artikel 7, 1°, wordt het woord "daß" vervangen door het woord "dass".

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 2 september 2016.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,
O. PAASCH

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
A. ANTONIADIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C — 2016/27278]

15 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 2 août 1985 portant exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, articles 3, §§ 1^{er} et 3, 6, alinéas 1^{er} et 2, 7, alinéa 2, et 8, alinéa 7, modifiés en dernier lieu par le décret du 28 avril 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1985 portant exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 avril 2016 ;

Vu le rapport du 25 avril 2016 portant sur l'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes, à Pékin, de septembre 1995, et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 avril 2016 ;

Considérant l'avis A. 1283 du Conseil économique et social de Wallonie du 6 juin 2016 ;

Vu l'avis 59.717/2/V du Conseil d'Etat, donné le 8 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 août 1985 portant exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, modifié par les arrêtés royaux du 22 août 2006 et du 18 septembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, a), les mots « par l'intermédiaire de l'administration communale du lieu de résidence du demandeur lorsque celui-ci » sont remplacés par les mots « auprès d'un guichet d'entreprises lorsque le demandeur » ;

2° dans le paragraphe 3, les mots « des Classes moyennes » sont remplacés par les mots « de l'Emploi ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 18 septembre 2008, les mots « au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie » sont remplacés par les mots « à la Direction de l'Emploi et des Permis de travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 25 juin 2007 et du 18 septembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « qui a les Classes moyennes dans ses attributions » sont remplacés par les mots « de l'Emploi » ;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les membres du personnel de niveau A de la Direction de l'Emploi et des Permis de travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie apprécieront si les demandes visées aux alinéas 1^{er} et 2 satisfont aux conditions de recevabilité prévues par la loi et décident de l'obtention, renouvellement, prorogation, modification et remplacement en cas de perte, de la carte professionnelle. » ;

3° dans le paragraphe 2, les mots « qui a les Classes moyennes dans ses attributions » sont remplacés par les mots « de l'Emploi ». ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 18 octobre 2002 et du 18 septembre 2008, est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. L'étranger est dispensé de fournir les documents visés au paragraphe 3, dès lors qu'ils sont disponibles auprès de sources de données authentiques. ».

Art. 5. Entre les articles 6 et 7, est inséré un article 6/1, rédigé comme suit :

« Art.6/1. Aux motifs et aux conditions prévus à l'article 7 de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, les membres du personnel de niveau A de la Direction de l'Emploi et des Permis de travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie peuvent retirer la carte professionnelle. ».

Art. 6. A l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 juin 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La carte professionnelle est conforme au modèle figurant à l'annexe II. Elle est valable uniquement si elle est revêtue de la signature du Ministre de l'Emploi ou d'un des membres du personnel visé à l'article 3, § 1^{er}. » ;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le Ministre de l'Emploi est autorisé à adapter le modèle de carte professionnelle figurant à l'annexe II lorsque cela s'avère nécessaire pour des raisons techniques, notamment pour en actualiser les mentions. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre II/1, comportant l'article 11/1 rédigé comme suit :

« CHAPITRE II/1. Modalités de recours en cas de refus ou de retrait de la carte professionnelle

Art. 11/1. § 1^{er}. Le recours visé aux articles 6 et 7 de la loi du 19 février 1965 est introduit auprès du Ministre de l'Emploi.

L'étranger qui séjourne à l'étranger et à qui la carte professionnelle est refusée ou retirée, introduit le recours visé à l'alinéa 1^{er} par l'intermédiaire d'un mandataire. Ce mandataire est une personne physique ou morale, agissant au nom et pour le compte de l'étranger, disposant de la capacité juridique pour ce faire et dont le siège social ou l'unité d'établissement ou l'adresse de la résidence principale est situé en Belgique.

§ 2. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 8 de la loi du 19 février 1965, le recours comporte l'original de la lettre de motivation datée et signée par le requérant ainsi que tous les documents nécessaires pour répondre aux motifs de refus ou de retrait.

Des documents supplémentaires peuvent être joints dans un délai de maximum un mois après la date d'introduction du recours.

§ 3. Le recours est adressé à la Direction de l'Emploi et des Permis de travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie, Place de Wallonie 1, B-5100 Jambes.

§ 4. Le Ministre prend sa décision dans un délai de trois mois à compter de l'introduction du recours. A défaut, la décision est réputée favorable.

La décision visée à l'alinéa 1^{er} est notifiée au requérant. ».

Art. 8. Dans l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 juin 2007, les mots « au SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie » sont remplacés par les mots « à la Direction de l'Emploi et des Permis de travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ».

Art. 9. Dans le même arrêté, l'annexe II est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 10. L'arrêté ministériel du 6 mars 2015 accordant délégation à certains fonctionnaires du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie, dans le cadre de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, est abrogé.

Art. 11. L'article 8 produit ses effets le dixième jour qui suit la publication au *Moniteur belge* du décret du 28 avril 2016 portant mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat et diverses dispositions relatives à la politique de l'emploi.

Art. 12. La Ministre de l'Emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

Annexe**Annexe II à l'arrêté royal du 2 août 1985 portant exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes**

La carte professionnelle doit être présentée à toute réquisition des fonctionnaires et agents chargés de veiller à l'application de la réglementation de l'activité professionnelle des étrangers.

L'activité prévue par cette carte ne peut être exercée que si le titulaire est porteur d'un titre de séjour régulier ou d'un document ou visa l'autorisant à voyager en Belgique.

Les demandes en renouvellement ou prorogation de la carte professionnelle doivent être introduites trois mois au moins avant son échéance.

REGION WALLONNE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

Numéro d'entreprise : 0316.381.138

CARTE PROFESSIONNELLE

POUR ÉTRANGERS

<p>NUMERO DE LA CARTE PROFESSIONNELLE</p> <p>DEMANDE DE RENOUVELLEMENT A INTRODUIRE, SI NECESSAIRE, AVANT LE</p> <p>NOM ET PRENOM</p> <p>ETAT CIVIL ET SEXE</p> <p>NATIONALITÉ</p> <p>LIEU ET DATE DE NAISSANCE</p> <p>ADRESSE</p>	<p>P</p> <p>CARTE VALABLE DU Au </p>	<p>SCEAU DU SERVICE PUBLIC DE WALLONIE 0316.381.138</p>
<p>DROITS À PAYER : €</p> <p>DATE DE DÉLIVRANCE :</p> <p>POUR LE GUICHET D'ENTREPRISES, LE RESPONSABLE :</p> <p>IDENTIFICATION DU GUICHET D'ENTREPRISES :</p>	<p>ACTIVITES EXERCÉES :</p> <p><u>Fonction</u> : <u>Siège social</u> : <u>Activité</u> :</p> <p>Condition</p> <p>ÉMISE LE</p> <p>LE FONCTIONNAIRE DÉLEGUE,</p> <p style="text-align: right;">DIRECTEUR</p>	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2016 modifiant l'arrêté royal du 2 août 1985 portant exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités indépendantes.

Namur, le 15 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[C – 2016/27278]

15 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 houdende uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, inzonderheid op de artikelen 3, §§ 1 en 3, 6, eerste en tweede lid, 7, tweede lid, en 8, zevende lid, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 houdende uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 april 2016;

Gelet op het evaluatierapport van 25 april 2016 over de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen, overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 april 2016 ;

Gelet op het advies nr. 1283 van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 6 juni 2016 ;

Gelet op het advies 59.717/2/V van de Raad van State, gegeven op 8 augustus 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 houdende uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 augustus 2006 en 18 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, a) worden de woorden "door bemiddeling van het gemeentebestuur van de verblijfplaats van de aanvrager ingediend wanneer deze" vervangen door de woorden "bij een ondernemingsloket ingediend wanneer de aanvrager";

1° in § 3 worden de woorden "van Middenstand" vervangen door de woorden "van Tewerkstelling".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 september 2008, worden de woorden "naar de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O. Middenstand en Energie" vervangen door de woorden "naar de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de Koninklijke besluiten van 25 juni 2007 en 18 september 2008, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden ", tot wiens bevoegdheid de Middenstand behoort" vervangen door de woorden "van Tewerkstelling";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De personeelsleden van niveau A van de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst beoordelen of de in de eerste en tweede leden bedoelde aanvragen aan de in de wet bedoelde ontvankelijkheidsvoorraarden voldoen en beslissen over het verkrijgen, vernieuwen, verlengen, wijzigen en, in geval van verlies, vervangen van de beroepskaart .";

3° in § 2 worden de woorden "bevoegd voor Middenstand " vervangen door de woorden "van Tewerkstelling".

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de Koninklijke besluiten van 18 oktober 2002 en 18 september 2008, wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

"§ 4. De vreemdeling is vrijgesteld van het voorleggen van de in § 3 bedoelde documenten zodra ze bij authentieke gegevensbronnen beschikbaar zijn.".

Art. 5. Er wordt tussen de artikelen 6 en 7 een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 6/1.Om de redenen en onder de voorwaarden bedoeld in artikel 7 van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen kunnen de personeelsleden van niveau A van de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst de beroepskaart intrekken.”.

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 juni 2007, wordt gewijzigd als volgt:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De beroepskaart stamt overeen met het in bijlage II bedoelde model. Ze is slechts geldig indien zij de handtekening draagt van de Minister van Tewerkstelling of van één van de personeelsleden bedoeld in artikel 3, § 1.”;

2° er wordt tussen het eerste en het tweede lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De Minister van Tewerkstelling kan het in bijlage II bedoelde model van beroepskaart aanpassen indien dit om technische redenen noodzakelijk blijkt, met name om de erop voorkomende vermeldingen te actualiseren.”.

Art. 7. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk II/1, dat artikel 11/1 omvat, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK II/1. Beroepsmodaliteiten in geval van weigering of intrekking van de beroepskaart

Art. 11/1. § 1. Het beroep bedoeld in de artikelen 6 en 7 van de wet van 19 februari 1965 wordt bij de Minister van Tewerkstelling ingediend.

De vreemdeling die in het buitenlands verblijft en van wie de beroepskaart geweigerd of ingetrokken wordt, dient het in het eerste lid bedoelde beroep door bemiddeling van een lasthebber in. Die lasthebber is een natuurlijke of rechtspersoon die namens en voor rekening van de vreemdeling handelt, die daarvoor de rechtsbevoegdheid heeft en van wie de maatschappelijke zetel of de inrichtingseenheid of het adres van het hoofdverblijf in België is gelegen.

§ 2. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 8 van de wet van 19 februari 1965, omvat het beroep het origineel van de door de verzoeker gedateerde en ondertekende motivatiebrief alsook alle nodige documenten om te voldoen aan de weigerings- of intrekkinsredenen.

Bijkomende documenten kunnen binnen maximum één maand na de datum van indiening van het beroep gevoegd worden.

§ 3. Het beroep wordt gericht aan de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, Place de Wallonie 1, B-5100 Jambes.

§ 4. De Minister neemt zijn beslissing binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de indiening van het beroep. Zoniet wordt de beslissing geacht te zijn goedgekeurd.

De in het eerste lid bedoelde beslissing wordt aan de verzoeker meegedeeld.”.

Art. 8. In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 juni 2007, worden de woorden "aan de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie" vervangen door de woorden "aan de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt bijlage II vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 10. Het ministerieel besluit van 6 maart 2015 waarbij delegatie wordt verleend aan sommige ambtenaren van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst in het kader van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 8 heeft uitwerking op de tiende dag van na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het decreet van 28 april 2006 tot uitvoering van de zesde Staatshervorming en houdende verschillende bepalingen inzake het tewerkstellingsbeleid.

Art. 12. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

Bijlage**Bijlage II bij het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 houdende uitvoering van de wet van
19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen;**

De beroepskaart moet op elk verzoek van de ambtenaren en persoonsleden belast met de toepassing van de regelgeving van de beroepsactiviteit van de vreemdelingen overgelegd worden.

De in deze kaart bedoelde activiteit mag slechts uitgeoefend worden indien de houder van de kaart in het bezit is van een regelmatige verblijfstitel of een document of visum waarmee hij in België mag reizen.

De aanvragen tot hernieuwing of verlenging van de beroepskaart moeten minstens drie maanden vóór het verstrijken ervan ingediend worden.

WAALS GEWEST

WAALSE OVERHEIDS DIENST

Bedrijfsnummer : 0316.381.138

BEROEPSKAART

VOOR VREEMDELINGEN

<p>NUMMER VAN DE BEROEPSKAART HERNIEUWINGSAANVRAAG INDIEN NODIG, IN TE DIENEN VOOR NAAM EN VOORNAAM BURGERLIJKE STAND EN GESLACHT NATIONALITEIT GEBOORTEPLAATS EN -DATUM: ADRES</p>	<p>P KAART GELDIG VAN <input type="text"/> TOT <input type="text"/></p>	<p>ZEGELEN VAN WAALSE OVERHEIDS DIENST 0316.381.138</p>
<p>TE BETALEN RECHTEN: €</p> <p>DATE VAN AFGIFTE:</p> <p>VOOR HET ONDERNEMINGSLOKET, DE VERANTWOORDELIJKE:</p> <p>IDENTIFICATIE VAN HET ONDERNEMINGSLOKET:</p>	<p>UITGEOEFENDE ACTIVITEITEN</p> <p><u>Functie :</u> <u>Maatschappelijke zetel:</u> <u>Activiteit/</u></p> <p><u>Voorwaarde</u></p> <p>AFGEGEVEN OP</p> <p>DE GEMACHTIGD AMBTENAAR,</p> <p>DIRECTEUR</p>	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2016 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 houdende uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen.

Namen, 15 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX